

qu'il existe suffisamment d'argent pour acheter la production achetable disponible au Canada, la production achetable disponible étant le résultat final des efforts dépensés par les Canadiens, individuellement et collectivement.

Quand la solution sera appliquée, il s'ensuivra que l'augmentation de la production résultant de l'automatisation, de la cybernétique ou d'autre chose, deviendra une réelle bénédiction pour le Canada. Elle va corriger, une fois pour toutes, le blocage de la distribution qui, présentement, gêne l'économie des pays de l'hémisphère occidental, dont nous sommes.

L'application de la solution, monsieur le président, permettra aux banques à charte, qui assurent un service nécessaire dans notre société, de demeurer des entreprises concurrentielles libres. Le seul changement est le suivant: la Banque du Canada deviendra le seul créateur de toute masse monétaire supplémentaire pour les besoins des Canadiens.

Des voix: Ça y est, c'est fini!

[Traduction]

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, d'emblée, je voudrais joindre ma voix à celle des députés qui ont fait l'éloge des motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. A cet égard, je me trouve dans une position unique, car je crois figurer au nombre des rares députés siégeant qui ont eu, dans le passé, à s'acquitter de cette tâche et je sais quel privilège et quel tournant elle représente dans la vie d'un parlementaire.

Au cours de ces dernières heures, j'ai relu le discours du trône et, d'autre part, il me semble avoir lu ou entendu la plupart des vues exprimées depuis une semaine dans le cadre de ce débat. En conséquence, je n'hésite nullement à me rallier à l'opinion exprimée naguère par Winston Churchill, suivant laquelle la démocratie est la pire forme de gouvernement, dès lors que l'on excepte toutes les autres.

L'examen de ce que je pourrais décrire comme le contenu global du soi-disant débat sur le discours du Trône, est également utile, car il nous permet de mieux comprendre ce qu'un nombre croissant de personnes, en particulier les jeunes, commencent à mettre en doute de plus en plus, c'est-à-dire la raison d'être de cette institution et ce qu'ils disent plus souvent et avec plus de conviction, à savoir que ce n'est tout simplement pas là que «ça bouge», pour employer l'expression à la mode.

Le fait est que si l'on envisage la situation dans son ensemble, et je dis cela de façon objective, nous n'avons pas vraiment eu de débat du tout, au sens strict du mot. Certains députés ont dit au cours du débat, et ils avaient raison dans une certaine mesure, que cela donnait l'occasion aux députés de parler au nom de leur circonscription ou même d'aborder tout sujet de leur choix, mais le résultat final, si l'on replace la question dans son contexte global, c'est que le jeu n'en vaut simplement pas la chandelle, ce que pourrait conclure un groupe d'étudiants qui devrait, disons, comme travail de recherche ou autre, étudier la question.

En fait, lorsque j'ai lu le débat dans son ensemble, je suis arrivé à la conclusion que toute cette procédure est quelque peu anachronique. Il est vrai que la tradition lui confère une certaine sainteté et que bien des aspects revêtent une grande importance pour les députés. Toutefois, en ce qui concerne la communication de connaissances nouvelles des affaires de ce pays au public ou même aux députés, j'ai le regret de dire que ce n'est pas très réussi.

Le meilleur exemple que je puisse vous donner est l'analyse du texte des contributions des députés de l'opposition. Vous verrez qu'à aucun moment, à quelques rares exceptions près, je dois dire, ils n'ont proposé de solution réaliste aux nombreux problèmes difficiles soulevés au cours du débat. Le fait est qu'on a qu'effleuré ces questions, si on ne les a pas totalement passées sous silence, et nous en sommes revenus presque entièrement à ce qu'on pourrait décrire comme une politique de confrontation. Dans un certain sens, l'objectif tout entier semble se résumer à l'anéantissement du gouvernement.

• (2040)

Et le meilleur exemple de ceci est sans nul doute le discours du chef de l'opposition (M. Stanfield). Je l'ai relu entièrement cet après-midi. Je me suis rendu compte qu'il occupait huit pages du *hansard*. Et le chef de l'opposition attend la septième page pour donner des bribes d'indication quant au genre de politique que son gouvernement pourrait suivre au cas où son parti serait chargé de la responsabilité du gouvernement. Mais même alors, il en parle d'une manière tout à fait fortuite et sans avoir l'air d'y toucher. En fait, il n'y a aucun mal à cela, monsieur l'Orateur. C'est la règle du jeu. C'est un genre d'activité politique, ou, si vous préférez, de stratégie politique. Cette tactique est probablement aussi ancienne que le système parlementaire lui-même. Elle se fonde sur le postulat selon lequel ce ne sont pas les gouvernements qui sont élus mais plutôt les gouvernements précédents qui sont battus.

Je puis très bien m'imaginer le chef de l'opposition, ses conseillers et ceux qui rédigent ses discours assis à la même table et disant: «Nous devrions maintenant faire un recueil de tous les mécontentements, réels et imaginaires, qui existent dans le pays à l'heure actuelle, en indiquant bien que nous, nous sommes du bon côté. Rajoutons-en un peu au sujet des pensions de vieillesse et n'oublions pas les autochtones. Et quoi que vous fassiez, ne négligez pas cet engagement qui avait été pris il y a longtemps à propos des petites exploitations agricoles familiales. Faites-en un beau petit paquet puis allez trouver votre écrivain le plus original qui y ajoutera quelques touches que nous espérons humoristiques. Diluez ensuite les paragraphes de la manière la plus entortillée possible afin d'arriver au bout du compte à moucher en quelque sorte l'adversaire.»

Voilà en fait le reflet des six premières pages au moins du discours du chef de l'opposition. Il a parfaitement le droit d'agir ainsi et il adopte une attitude parfaitement appropriée pour éreinter le gouvernement. Mais je lui déclare, ainsi qu'aux autres députés de l'autre côté, qu'il est plutôt naïf de leur part de penser que le public acceptera en contrepartie du gouvernement un parti qui n'offre pratiquement aucune solution de rechange et qui n'accorde aucune attention aux questions fondamentales et essentielles qui non seulement sont énoncées dans le discours du trône mais également très évidentes à chacun de nous à la Chambre.

En tant que membre du gouvernement, lorsque j'écoutais le chef de l'opposition, je me suis senti dans la situation des deux marins qui, après un samedi soir très mouvementé, se sont trouvés contraints d'assister à l'office du dimanche. Ils s'y rendirent et découvrirent que le sermon était sur les dix commandements. C'était un véritable sermon à l'ancienne mode, promettant l'enfer et le feu à ceux qui enfreindraient les dix commandements. Les deux marins écoutèrent en silence. Puis, lorsqu'ils sortirent de l'église, l'un d'eux se tourna vers l'autre et dit «Au